

## OPPOSITION À UN PROJET DE CET INTERCOMMUNAL À TIZI-OUZOU

# Les villageois de 2 communes face à une armada de CRS

**Les représentants des villages de la commune d'Illoula Oumalou renforcés par des villages de la commune voisine d'Ath-Yahia, se sont opposés à l'implantation du projet de Centre d'enfouissement technique (CET) intercommunal.**

Les travaux du centre ont redémarré il y a une semaine à l'enclave de Boubhir à 60 km à l'Est de Tizi-Ouzou.

Après en avoir été empêchés il y a une année environ, les habitants sont revenus à la charge mercredi en organisant un sit-in et une marche de protestation sur le chantier en question. Cette action est soutenue par les têtes de listes des partis politiques en lice aux élections locales du 29 novembre (FFS, RCD, RND et MPA).

Les manifestants justifient le recours à cette action par les multiples nuisances que ledit projet implanté sur des terres agricoles non loin des habitations ne manquera pas de provoquer aux

doubles plans environnemental et écologique sur les hommes, la faune et la flore.

Les slogans arborés à l'occasion : «CET=Centre d'empoisonnement technique, non à la hogra et aux abus de pouvoir,...» sont révélateurs du désarroi de ces populations rurales qui exigent de ce fait «l'arrêt immédiat des travaux et le départ de l'entrepreneur».

Mais au contraire de leur première action qui s'est déroulée sans encombres, les animateurs du sit-in pacifique étaient loin de se douter que l'Etat allait cette fois-ci, déployer un important dispositif policier composé d'une quinzaine de véhicules dont deux,



Photo : DR

équipés en engins de déblaiement, pour mater éventuellement la manifestation conduite par quelques dizaines de délégués de villages qui ont été invités sur place à une discussion franche avec le chef de daïra de Bouzeguene.

Pour la wilaya qui joue son va tout dans ce nouveau bras de fer

avec la population de la région dont plusieurs villages ont déclaré indésirable ce projet jouxtant leurs localités, ce site est celui de la dernière chance pour régler les problèmes de décharges publiques qui empoisonnent la vie de plusieurs localités de la région à l'image d'Azagza dont le site a été dernièrement fermé par les

riverains avant que les autorités ne promettent de le délocaliser dans un délai de huit mois.

Le chef de daïra de Bouzeguene qui s'est déplacé sur les lieux a reçu une délégation des comités de villages protestataires, pourparlers qui n'ont pas abouti à un accord, chacune des parties campant sur ses positions selon un porte-parole des manifestants qui ne veulent pas que leur enclave «serve de poubelles à toute la région Est de Tizi-Ouzou».

Ces derniers ont du mal à comprendre le raisonnement des autorités locales qui, tout en affirmant que «les portes du dialogue sont ouvertes, font appel à une véritable armada de policiers pour imposer le projet», que les protestataires entendent empêcher par toutes les voies pacifiques...

S. Hammoum

## VISITE À BÉJAÏA DE L'AMBASSADRICE DANS LE CADRE DU 115<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU SÉJOUR DE L'ARCHIDUC DE HASBOURG

# L'Autriche prête à acheter de grandes quantités d'huile d'olive

**Hôte de la wilaya de Béjaïa où elle a assisté au séminaire sur le 115<sup>e</sup> anniversaire du séjour de l'archiduc de Hasbourg dans la région, organisé les mercredi et jeudi derniers, par l'association Géhimab, Son Excellence, Madame Aloisia Worgetter, ambassadrice d'Autriche en Algérie, a profité de son bref séjour dans la cité des Hammadites pour effectuer une visite de courtoisie à la Chambre de commerce et d'industrie Soummam.**

Reçue par Hocini Abdelkader et Hail Aziz, respectivement, président et directeur de la CCI Soummam en présence de quelques opérateurs économiques, la diplomate autrichienne inscrit cette démarche en continuité de celle déjà effectuée en juillet 2011 par sa

conseillère économique et commerciale, M<sup>me</sup> Ulrik Strak.

Une visite, selon le responsable de la CCI, qui a porté essentiellement sur les perspectives de coopération économique et commerciale entre les entreprises de la région et celles de l'Autriche ainsi que

l'étude des voies et moyens nécessaires en vue d'approfondir et renforcer les relations existantes.

Saisissant cette opportunité, Son Excellence, M<sup>me</sup> l'ambassadrice a appelé aussi, au maintien de contacts avec les opérateurs de la wilaya de Béjaïa pour mieux identifier les créneaux pouvant contribuer au renforcement de la coopération entre les deux pays à l'effet de mettre en place des projets de partenariats.

La diplomate autrichienne en Algérie a annoncé que son pays est prêt à acheter de grandes quantités d'huile d'olive, de grignons d'olive (déchets

tirés de la trituration de l'olive), des fruits et légumes notamment bio.

Elle a, par la même occasion, affiché la disponibilité de son pays à équiper les entreprises de Béjaïa dans le traitement de l'eau, l'agroalimentaire, vaches laitières et soutenir aussi la politique de l'Algérie qui consiste à assurer progressivement son autosuffisance alimentaire, notamment, dans la production du lait de vache, a indiqué dans un communiqué de presse, Hocini Abdelkader, président de la Chambre de commerce et d'industrie.

A. K.

## DAMOUS (TIPASA)

# Vol et détournement de chèque à l'aide de documents falsifiés

**La préposée au guichet de la recette postale de la ville de Damous, n'en revenait pas quand, un individu, s'est présenté en vue de connaître l'avoir d'un compte courant CCP, appartenant au dénommé B. M.**

La guichetière, en comparant visuellement le visage du jeune demandeur avec la carte nationale d'identité présentée, est restée interloquée, du fait que certaines données, ne correspondaient pas.

Le propriétaire du compte est une personne sexagénaire contrairement à celui qui est face au guichet.

Celui qui avait remis le chèque et sa carte nationale d'identité avait respecté la chaîne des clients de la poste et s'est installé dehors, dans l'attente de son tour.

Quant à la guichetière, incré-

dule, elle alerta son responsable face à cette incohérence et a demandé une comparaison de la signature portée sur la CNI présentée avec la copie de l'authentique qui figurait au niveau du micro des CCP.

Le pot aux roses fut vite découvert. La CNI présentée est un faux. Il fallait attendre le malfaiteur. La police de Damous, fut alertée et immédiatement informée de la tentative de vol de ce malfrat.

Une souricière lui fut immédiatement tendue. Le propriétaire de la fausse CNI, fut appelé au guichet et arrêté sur le

champ, malgré sa tentative de fuite.

La police de Damous, lança une investigation au niveau de la police centrale de Tipasa et de l'ensemble des bureaux de poste de la wilaya.

Le malfaiteur répondant aux initiales de D. J., 35 ans, demeurant à Tenès, sans profession a avoué avoir dérobé le chèque et la carte nationale du dénommé B. M., au niveau du bureau de poste de Gouraya et s'apprêtait à encaisser la somme de 10 millions de centimes au niveau de la poste de Damous.

Le malfaiteur a collé sa photo sur celle du propriétaire du chèque postal.

Il a avoué être l'auteur de plusieurs opérations similaires,

y compris au détriment d'une autre victime dénommée KH. M.

Le voleur qui a utilisé le même stratagème avait retiré un chèque d'un montant de 100 000 DA de la poste de Tipasa.

Les investigations de la police, ont permis la découverte d'une autre carte nationale d'identité de laquelle fut enlevée la photo originelle et portant le nom du dénommé R. A., une autre victime de ce délinquant.

Ce malfaiteur a été présenté au procureur de la République près du tribunal de Cherchell, qui l'a placé sous mandat de dépôt à la prison de Sidi Ghilès.

Laarbi Houari

## BLIDA : ALORS QU'ILS SONT DÉTENTEURS D'UNE DÉCISION DE JUSTICE EN LEUR FAVEUR

# Des fellahs de Larbaâ chassés de leur exploitation agricole

Les fellahs de l'exploitation agricole Hamza Mohamed à Larbaâ, commune située à 35 km à l'est de Blida, ont été chassés, jeudi dernier, par la force publique de leurs terres qui serviront de terrain d'assiette à la construction de 3 200 logements.

Malgré leur tentative de résister puisqu'ils se sont mis debout devant les engins mécaniques, les agriculteurs de cette exploitation ont vu une partie de leur terre défrichée, sur laquelle étaient plantés 1 400 pêchers ainsi que quatre hectares de pommes de terre.

Ces agriculteurs disent qu'ils n'ont reçu aucun préavis quant à cette décision de transformation d'une exploitation agricole en terrain de construction d'autant que le tribunal administratif de Blida a rendu, le 3 mai dernier, une décision de justice en leur faveur.

Ces mêmes agriculteurs ajoutent qu'une autre exploitation située au quartier Staïfia, à quelques encablures de Hamza Mohamed, est également concernée.

Enfin, ils demandent l'ouverture d'une enquête au niveau de l'OPGI de Blida, responsable du projet de construction des 3 200 logements.

M. B.